



MARCHE PUBLIC DE SERVICES N°2026-10

suivant article R 2123 du Code la Commande Publique

CONTROLE TECHNIQUE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C. C. T. P.)

Maîtrise d'ouvrage

CROUS GRENOBLE ALPES

Direction de la Commande Publique

Bâtiment MUSE – 80 Allée Ampère

38400 Saint Martin d'Hères

Téléphone : 04.76.18.79.15

Courriel : marches.crous38@crous-grenoble.fr

Personne Représentant le Pouvoir Adjudicateur

Monsieur Le Directeur Général du Crous Grenoble Alpes

Objet du marché

Mission de contrôle technique

dans le cadre de la transformation et l'extension du restaurant universitaire
Briff'O, situé sur la commune de Valence (26000)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.).....	3
ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	4
3.1. Les missions de base :.....	4
3.2. Les missions complémentaires :.....	4
ARTICLE 4 - REFERENTIEL POUR L'EXERCICE DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	5
ARTICLE 5 - DOMAINES D'INTERVENTIONS.....	5
ARTICLE 6 - PHASES D'INTERVENTIONS	5
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE	6
7.1. Contrôle des documents de conception :.....	6
7.2. Contrôle des documents d'exécution (examen des documents relatifs aux ouvrages et aux équipements) :.....	7
7.3. Contrôle sur le chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements :.....	7
7.4. Mission relative au récolement des procès-verbaux d'essai des équipements (mission PV) :.....	8
7.5. Assistance pour les opérations de réception des travaux et pour le passage de la Commission de sécurité et d'accessibilité :	8
7.6. Contrôle de la levée des avis défavorables et assistance lors de l'année de parfait achèvement :	8

ARTICLE 1 - OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

Les dispositions du présent CCTP complètent, précisent et le cas échéant dérogent :

- au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de Contrôle Technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes réglementaires A et B,
- à la norme NFP 03-100 de septembre 1995 intitulée « Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction »,
- Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission de contrôle technique est celui de l'article 4.1.10 de la norme NFP 03-100, de l'article 12 du CCTG ainsi que les fascicules des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux.
- l'ensemble des lois, décrets et textes codifiés ci-après, régissant le contrôle technique dans le cadre de la responsabilité et de l'assurance dans la construction, à savoir notamment :
 - ♦ La loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 (J.O. du 5 janvier 1978) ;
 - ♦ Le décret n° 78-1093 du 17 novembre (J.O. du 21 novembre 1978) ;
 - ♦ Le décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978 (J.O. du 9 décembre 1979) ;
 - ♦ Le code civil : article 1792.1 à 6, article 2270 ;
 - ♦ Le code de la construction et de l'habitation ;
 - ♦ Le code des assurances.

ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir l'étendue et les conditions d'intervention du contrôleur technique dans le cadre des travaux de transformation et d'extension du restaurant universitaire Briff'O, situé 32 Rue Barthelemy de Laffemas à Valence (26000).

A titre indicatif, l'enveloppe prévisionnelle de travaux s'élève à 6 365 000 €HT

Le planning prévisionnel a pour principales dates :

- Jury de choix du groupement de conception-réalisation (sur offre niveau Esquisse +) : juillet 2026 ;
- Début des études : septembre 2026 – Durée des études : 10 mois ;
- Début des travaux : octobre 2027
- Durée des travaux (incluant la période de préparation) : 18 mois ;
- Livraison : prévue en décembre 2028
- Ouverture du restaurant au public : janvier 2029

Les acteurs participant à cette opération sont :

- Une maîtrise d'œuvre ;
- Un contrôleur technique ;
- Un coordonnateur sécurité et protection de la santé ;
- Les entreprises de travaux ;
- Les éventuels assistants à maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique se voit confier les missions mentionnées ci-après, par application de l'annexe A de la norme NFP 03-100 et de l'annexe A du CCTG et des compléments demandés par la maîtrise d'ouvrage.

3.1. Les missions de base :

- **Mission L** portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- **Mission SEI** portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les établissements recevant du public ;
- **Mission PS** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

3.2. Les missions complémentaires :

- **Mission PHa** relative à l'isolation acoustique de bâtiments à usage autre qu'habitation, avec fournitures de l'ATT PH (attestation finale acoustique) ;
- **Mission Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie, avec fournitures de l'ATT TH (attestation finale visée par le CCH) ;
- **Mission LE** relative à la solidité des existants ;
- **Mission VIEL** relative à la Vérification Initiale des Installations Electriques ;
- **Mission Hand** relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- **Mission VIEL** relative à la Vérification Initiale des Installations Electriques ;
- **Mission PV** relative au récolement des procès-verbaux d'essai des équipements et avis sur ces procès-verbaux ;
- **Mission GTB** relative à la gestion technique du bâtiment étant précisé que le contrôleur technique établira la liste des essais et épreuves que les entreprises doivent réaliser ;
- **Mission ENV** relative à l'environnement.

Il sera également inclus :

- **L'analyse des 3 Esquisses** + lors de la phase de concours de maîtrise d'Œuvre ;
- Le **suivi des avis** émis, la transmission d'un récapitulatif trimestriel (**PV**) ;
- L'attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées (**AtHand**) ;
- La préparation de l'attestation de contrôle de solidité du maître d'ouvrage ;
- Le rapport **Consuel** après vérification conformément au décret n°72-1120 du 14/12/72 modifié,
- **La rédaction de la notice de sécurité et de la notice accessibilité** à joindre au dépôt des dossiers d'autorisations administratives de travaux (permis de construire, autorisation de travaux, déclaration de travaux,)

ARTICLE 4 - REFERENTIEL POUR L'EXERCICE DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission de contrôle technique est celui de l'article 4.1.10 de la norme NFP 03-100, de l'article 12 du CCTG ainsi que les fascicules des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux et tous textes reportés dans les présentes.

ARTICLE 5 - DOMAINES D'INTERVENTIONS

Pour chaque mission mentionnée à l'article 3 du présent CCTP, le contrôle technique porte sur les domaines d'interventions suivants :

- La totalité des ouvrages et équipements faisant l'objet des études et des travaux.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution de l'ouvrage jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle de la phase étude et réalisation est mentionnée à l'article 3 du CCAP.

Le contrôleur technique est tenu à participer à la cellule de synthèse éventuellement mise en place par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 - PHASES D'INTERVENTIONS

Les phases d'interventions définies par l'article 11 du CCTG, par l'annexe B du CCTG et par l'article 4.2.2 de la norme NFP 03-100 sont complétées par :

- transmission mensuelle du relevé des avis émis sur documents (note, plan, etc.) et suivi régulier ;
- examen et correction du projet de notice de sécurité et d'accessibilité nécessaire à l'obtention du permis de construire telle que prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;
- assistance aux opérations préalables à la réception des travaux et lors de levées des réserves ;
- assistance (préparation et présence) pour les visites des commissions de sécurité et d'accessibilité si nécessaire, ou rencontre avec le SDIS ;
- contrôle de la levée des non-conformités mentionnées dans le rapport final de contrôle technique avec rédaction d'un rapport trois mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE LA MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article A.2.4 de l'annexe A de la norme NFP 03-100, il est précisé que l'aspect ERP doit être traité par le contrôleur technique pendant toute la durée de sa mission.

Il est bien précisé que pour l'ensemble de sa mission, le contrôleur technique est tenu d'informer le maître d'ouvrage si les documents qui lui sont nécessaires pour l'exercice de sa mission ne lui sont pas transmis.

Par ailleurs, pour l'application de l'article 4.1.5 de la norme NFP 03-100, il est convenu que pour l'ensemble de l'opération, le silence du maître d'ouvrage sur les avis du contrôleur technique signifie que l'avis du contrôleur technique doit être pris en compte par les autres intervenants.

L'attention du contrôleur technique est attirée sur l'exigence de clarté dans la rédaction des rapports et avis : précision, argumentation, langage clair et explicite, sans équivoque, renvoi précis aux documents examinés, indication complète des références des textes de références applicables. Tout rapport ne respectant pas cette condition pourra être rejeté et les pénalités pourront être appliquées.

Par ailleurs, le contrôleur technique intervient dans les conditions définies par le CCTG et par la norme NFP 03-100 avec les dérogations, précisions et compléments suivants :

7.1. Contrôle des documents de conception :

L'examen des documents de conception sera réalisé aux phases suivantes :

- Analyse des 3 Esquisse + remis pas les candidats du concours de maitrise d'œuvre ;
- Avant-Projet Sommaire ;
- Avant-Projet Définitif ;
- Dépôt du Permis de Construire ;
- Projet ;

Le contrôleur technique participera, au minimum, à une réunion avec le groupement de maitrise d'œuvre, et la maitrise d'ouvrage par phase d'étude.

Le rapport du contrôleur technique comprendra des avis et recommandations et précisera pour chaque élément d'ouvrage examiné, si la prescription de l'entreprise est :

- conforme ;
- non conforme ;
- avis suspendu, avec indication précise des éléments nécessaires pour formuler un avis conforme ou non conforme ;

La mention "conforme", "non-conforme" ou "avis suspendu" devra impérativement apparaître, pour chaque élément d'ouvrage, en marge des commentaires du contrôleur technique. De plus, pour chaque avis non conforme, le contrôleur technique mentionnera les références complètes du texte applicable. Dans le cas contraire, le document ne pourra pas être réceptionné par le maître d'ouvrage.

Le Contrôleur Technique devra également, dans le cadre de sa mission, indiquer au maître d'ouvrage, les dispositions constructives prévues par le concepteur mais non réglementairement obligatoires.

Pendant toute la durée de sa mission, et par dérogation à l'article 10 du CCTG, le Contrôleur Technique est tenu d'établir des avis écrits (à transmettre à l'ensemble des intervenants) sur tout document transmis par les autres intervenants et de répondre par écrit à toute question qui lui est posée.

Au cas où le concepteur-réalisateur maintiendrait un choix technique malgré un avis défavorable du Contrôleur Technique, ce dernier doit en aviser par écrit le Maître d'Ouvrage par un courrier spécifique.

Le Contrôleur Technique devra veiller à ce que les pièces écrites des marchés de travaux comportent les prescriptions nécessaires pour la mise en place et le suivi de l'auto-contrôle auquel elle doit procéder.

Le Contrôleur Technique aura également toute latitude pour préconiser toutes les dispositions relatives aux tests, prélèvements... Il participe à la préparation des essais et exerce son contrôle des documents COPREC.

L'examen des documents techniques de conception conduira à l'établissement par le titulaire du **rapport initial de contrôle technique (RICT)**.

7.2. Contrôle des documents d'exécution (examen des documents relatifs aux ouvrages et aux équipements) :

Le contrôleur technique examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés dans le cadre de l'opération (au sens de la norme NFP 03-100).

"Documents d'exécution" est à entendre au sens documents d'exécution et dossiers d'adaptation (notices et plans d'atelier et de chantier) des entreprises.

7.3. Contrôle sur le chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements :

Pendant la réalisation des travaux et par dérogation à l'article 4.2.4.2 de la norme NFP 03-100, le contrôleur technique participe obligatoirement aux rendez-vous de chantier pour les points le concernant. Il s'assure de la qualité des produits utilisés par les constructeurs, du respect des plans et calculs, de la qualité des prestations...

Après chaque réunion, rendez-vous ou visite de chantier non soumis à compte-rendu par un autre prestataire (notamment les visites de contrôle spécifiques) il établit un compte-rendu qu'il adresse aux différents intervenants en formulant ses observations, avis et ses éventuelles recommandations.

Il s'assure également de la mise en application par les entreprises, de l'autocontrôle auquel elles doivent procéder et signale toutes anomalies.

Indépendamment des validations de documents, le contrôleur technique sera tenu de consigner, au fur et à mesure, les contrôles de produits, matériaux ou fabrications effectués en atelier ou sur chantier.

7.4. Mission relative au récolement des procès-verbaux d'essai des équipements (mission PV) :

7.4.1. Etendue de la mission

La mission comporte le récolement des essais que doivent effectuer les entreprises pour tester le fonctionnement des équipements suivants :

- Ascenseur, monte-charge, escaliers mécaniques, portes motorisées de garage ;
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique contrôlée ;
- Plomberie, réseau d'alimentation en eau, réseau d'évacuation, fluides spéciaux ;
- Installations électriques, portiers électroniques ;
- Système de sécurité incendie ;
- Autres équipements entrant dans le champ d'application de la mission du contrôleur technique.

7.4.2. Exécution de la mission :

- En complément du rapport d'analyse de l'Avant-Projet Définitif, le Contrôleur Technique établit pour chaque lot concerné, la liste des essais et des vérifications à effectuer, accompagnée de la liste des documents à fournir à ce titre par les entreprises ;
- Avant réception des travaux, le contrôleur technique examine les procès-verbaux communiqués et rédige un rapport d'examen ;

7.5. Assistance pour les opérations de réception des travaux et pour le passage de la Commission de sécurité et d'accessibilité :

Le contrôleur technique vérifie la conformité des ouvrages (au regard des règles de la sécurité en particulier), examine les procès-verbaux d'essais.

Conformément à l'article 11 du CCTG, le contrôleur technique établit et diffuse au maître d'ouvrage et aux autres intervenants cités, **le rapport final de contrôle technique** relatif à la totalité de la mission. Ce document comprendra autant de chapitres que d'éléments de mission mentionnés aux articles 3.1 et 3.2 du présent document. Ce document doit permettre d'obtenir un avis favorable de la Commission de Sécurité. Dans le cas contraire, le rapport final ne pourra pas être réceptionné par le maître d'ouvrage. Le contrôleur s'engage alors à refaire ce document jusqu'à obtention de l'avis favorable de la Commission.

7.6. Contrôle de la levée des avis défavorables et assistance lors de l'année de parfait achèvement :

Après la réception, le Contrôleur Technique continue de fournir des avis pendant toute la période de la garantie de parfait achèvement.

Trois mois avant l'expiration de cette garantie, le contrôleur technique établira un dernier rapport récapitulatif, bilan de toutes ses interventions et signalant les avis et recommandations qui n'ont pas été suivis d'effet.